



Pour un Nouvel Agenda pour la Paix et la Justice

L'Alliance progressiste cherche à développer un nouvel agenda pour la paix et la justice. Nous avons besoin d'un système politique et économique progressiste global qui place les gens au premier plan. Les défis du monde actuel sont multiples et, dans de nombreux pays du monde, l'état d'urgence est devenu une situation normale. C'est ce que nous constatons par exemple avec la crise actuelle des réfugiés et la propagation du terrorisme global et de l'extrémisme religieux. D'un autre côté, nous notons également des évolutions positives : à aucun moment dans l'histoire de l'humanité, il n'y a eu autant de démocraties dans le monde. Comme de plus en plus de pays deviennent des démocraties et sont simultanément confrontés à des défis tels que la montée du terrorisme, de l'extrémisme et des conflits armés, nous, en tant que progressistes, devons proposer des solutions politiques concentrées sur la coopération globale plutôt que la confrontation, accepter la diversité et créer un climat d'inclusion et de justice sociale dans un monde globalisé.

Les défis de ces dernières années se distinguent fondamentalement des chocs économiques connus durant les dernières décennies. Ceci est dû essentiellement à la coïncidence de diverses crises : l'impact des crises financière et économique est exacerbé car elles sévissent en même temps qu'une crise environnementale globale et l'absence de justice sociale et se terminent toujours par une violence sans limite - soit sous forme de terrorisme soit de guerres civiles. Les modèles de développement prédominants et leurs schémas économiques et de consommation ainsi que leurs ordres culturels et sociaux sont épuisés en de nombreux endroits.

Empêcher les conflits et créer et maintenir la paix au niveau global sont les principaux objectifs de la politique progressiste. En tant que forces progressistes, nous voulons utiliser nos moyens et nos capacités pour renforcer la paix et le développement. Nous devons agir plus tôt avec détermination et efficacité. Nous agissons en vertu des principes de la compréhension et de la solidarité internationale ainsi que de la sécurité et du développement communs par la coopération. Nous sommes persuadés que le droit du plus fort doit être restreint par la force de la loi et de la justice.

- Pour parvenir à la paix dans le monde, il est nécessaire de renforcer les intérêts communs, les alliances et les organisations. C'est pourquoi nous nous engageons à développer et à réformer les Nations Unies en tant que niveau suprême d'un ordre global. Les Nations Unies sont l'acteur central pour le maintien et la consolidation de la



paix. Nous ne savons pas ni quand, ni où sera déclarée la prochaine guerre. En revanche, nous savons que la réactivité doit être renforcée et que les instruments de politique de crise doivent être élargis. Les femmes et les enfants notamment souffrent le plus de la violence dans les conflits armés. C'est pourquoi la prévention et la résolution des conflits doivent inclure des mesures pour les femmes et les enfants conformément à la résolution 1325 des Nations Unies. En plus du renforcement des Nations Unies, nous devons – là où cela s'avère nécessaire – réfléchir au développement de nouvelles structures internationales et régionales, afin de lutter contre le réarmement effréné ou l'évolution du changement climatique dû à l'homme.

- Les systèmes démocratiques constitutionnels sont mieux équipés pour résister à la pression croissante du monde globalisé que les régimes autoritaires. Les démocraties sont plus résistantes car elles sont en mesure de régler les conflits de manière pacifique grâce à la participation. Le pouvoir de la démocratie est fondé sur sa force d'innovation et l'attractivité du modèle de société avec sa promesse de liberté, de prospérité et de l'État de droit. Nous devons tenter de mieux promouvoir nos valeurs démocratiques, notamment au vu des régimes autoritaires.
- Le respect des droits de l'homme est la pierre angulaire de la dignité humaine, de la paix et de la justice. Dans le monde d'aujourd'hui en pleine mutation, il est important de continuer à souligner que les droits de l'homme sont universels et indivisibles. Qu'il s'agisse de droits civils et politiques, comme le droit à la vie, l'égalité devant la loi et la liberté d'expression, ou de droits sociaux et économiques, comme le droit au travail, à la sécurité sociale et l'éducation : nous avançons main dans la main avec les défenseurs des droits de l'homme et toutes les personnes qui sont privées de leurs droits.
- La paix représente plus que l'absence de guerre. Nous sommes persuadés qu'une paix à long terme est uniquement possible si les causes structurelles de conflits tels que la faim, la pauvreté et l'inégalité, le racisme et l'occupation militaire, mais également les problèmes tels que l'évasion fiscale et l'extrémisme radical, sont éliminés. Le combat futur du monde sera principalement déterminé par les litiges relatifs aux questions sociales, concernant une répartition équitable entre les pays riches et les pays pauvres, et plus encore par le débat sur les disparités sociales flagrantes et croissantes au sein des sociétés. Le fait notamment que de nombreuses personnes n'ont pas accès à un travail productif et décent et à une protection sociale représente un problème de plus en plus grave. L'inégalité extrême, l'inégalité des genres, la corruption et le manque de chances sont à l'origine de tensions sociales qui, en retour, attisent les ressentiments, poussent



les personnes à fuir leur patrie et mettent en péril la paix intérieure dans de nombreux pays

La question cruciale de notre époque est de savoir si le 21^e siècle apportera la paix et la justice pour tous les hommes ou s'il s'achèvera sur des luttes amères de répartition et une violence déchainée. Nous sommes persuadés que la paix, le progrès durable et l'égalité sociale sont possibles à l'ère globale. Et ensemble, avec la majorité des êtres humains, nous sommes prêts à nous joindre à la lutte politique – pour un nouvel agenda pour la paix et la justice !

Dans le cadre de la campagne « Pour un nouvel agenda pour la paix et la justice », l'Alliance progressiste organisera un échange sur ces thèmes dans toutes les principales régions du monde en 2016 et 2017 et inclura à cet effet les syndicats et la société civile progressiste comme cela avait été fait lors de la dernière campagne de « Travail décent dans le monde ».

En plus de la discussion programmatique sur la paix et la justice, nous allons continuer d'encourager activement tous ceux qui sont menacés par l'oppression et la persécution. L'histoire nous l'a montré : notre force en tant que puissances progressiste, social-démocrate et socialiste est basée sur la solidarité internationale.

Pour que notre agenda progressiste devienne une réalité politique, nous devons remporter les élections. Pour cette raison, en plus des actions de solidarité et des discussions programmatiques, nous poursuivrons notamment l'échange sur les campagnes progressistes et l'organisation des partis.